

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 GRENOBLE

GRENOBLE, le 16/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/03/2023

Contexte et constats

Publié sur



ALLIMAND

1250 Avenue Jean Jaurès - BP 21 - 38140 Rives

Références : Inspection_OCP2023_StockagesPC
Code AIOT : 0006103074

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/03/2023 dans l'établissement ALLIMAND implanté 1250 Avenue Jean Jaurès BP 21 38140 Rives. L'inspection a été annoncée le 01/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre d'une opération régionale de contrôle des conditions de stockage de produits chimiques au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ou à enregistrement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALLIMAND
- 1250 Avenue Jean Jaurès BP 21 38140 Rives
- Code AIOT : 0006103074
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ALLIMAND est spécialisée dans la conception et la fabrication d'équipements destinés à l'industrie papetière. L'activité du site est organisée autour de trois segments:

- conception et fabrication de machines complètes;
- modification de machines existantes;
- réalisation de petits sous-ensembles.

Une activité de traitement de surface, utilisant un produit de décapage acide, complète les opérations de travail mécanique et de chaudronnerie.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Dimensionnement adapté des capacités de rétention afférentes aux stockages de produits chimiques;
- Respect des incompatibilités chimiques des produits stockés et mis en rétention;
- Bon état et entretien périodique des dispositifs de rétention;
- Etiquetage des contenants de produits chimiques;
- Disponibilité des fiches de données de sécurité et mise en oeuvre des prescriptions inhérentes aux conditions de stockage et d'intervention en cas de dispersion accidentelle;
- Etat général des stocks;
- Consignes de sécurité et d'intervention en cas d'épandage accidentel.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	/	Sans objet
2	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5	/	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI	/	Sans objet
4	Entretien de la rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI	/	Sans objet
5	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III	/	Sans objet
6	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
7	Consignes d'exploitation relatives aux rétentions des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite, qui s'inscrit dans le cadre d'une opération de contrôle régionale relative aux conditions de stockage des produits chimiques, n'a pas mis en lumière de non-conformité manifeste en la matière. L'inspection a relevé la mise en oeuvre effective des demandes d'actions correctives émanant de la dernière inspection en date du 24 octobre 2017.

Les zones de stockage de produits chimiques et l'atelier de traitement de surface, employant un acide décapant, sont correctement tenues et conformes aux prescriptions réglementaires. Les capacités de rétention sont correctement dimensionnées compte tenu des volumes stockés et les risques relatifs aux incompatibilités chimiques sont pris en compte. Les contenants de produits chimiques disposent d'un étiquetage clair et visible. Les rétentions font l'objet d'un suivi correct permettant de garantir leur office en cas de déversement.

Enfin, l'exploitant dispose de l'ensemble des fiches de données de sécurité des produits qu'il utilise et est en capacité de les fournir à la demande.

Quelques actions méritent néanmoins d'être menées telles que la réfection de la résine de l'atelier de traitement de surface, la modification de la collerette de protection des eaux pluviales sur la cuve extérieure ou encore le nettoyage du bassin de rétention des eaux d'extinction, l'ensemble dans un délai de six mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etiquetage des produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17
Thème(s) : Produits chimiques, CLP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.
Constats : Les produits chimiques utilisés sur le site sont des peintures, des solvants, des huiles et un produit commercial de décapage (DBP 302, composé d'acide fluorhydrique et d'acide nitrique) utilisé dans le bain de traitement de surface. Ils sont répartis sur cinq zones principales de stockage: - zone 1: atelier de traitement de surface (décapage acide); - zone 2: magasin; - zone 3: quai extérieur (sous auvent) pour l'expédition de déchets; - zones 4 et 5: stockages de proximité pour les presses. Ils sont conditionnés en GRV (1 m3), en fûts de 250 l, en bidons de 20/25 l et en petits contenants unitaires de quelques centilitres. L'inspection a consisté en une visite de ces cinq zones et a permis de constater que l'étiquetage des contenants était cohérent avec les mentions des fiches de données de sécurité, visible et complet (pictogramme de danger, mentions de danger, conseils de prudence). Seul l'atelier de traitement de surface mérite une amélioration concernant l'étiquetage du bain (à compléter avec la désignation commerciale et les mentions de danger) et les bidons de DBP 501 (neutralisant basique) dont les étiquettes sont altérées et peu lisibles. Une affiche indiquant le contenu des bidons de ce produit, entreposé au fond de l'atelier, avec les pictogrammes de danger et les mentions de danger complèterait utilement l'étiquetage réglementaire, bien que l'atelier ne soit globalement fréquenté que par une personne du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : - Apposer des étiquettes visibles sur les contenants de DBP 501; - Apposer sur le mur au fond de l'atelier une affiche signalant le stockage de DBP 501.

N° 2 : Fiche de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5
Thème(s) : Produits chimiques, REACH
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.
Constats : Une vérification des fiches de données de sécurité a été réalisée par échantillonnage. L'exploitant a fourni en séance un tableau listant les produits en stock avec pour chacun un lien de renvoi vers la FDS associée. Il dispose en sus de classeurs rassemblant l'intégralité des FDS classées par familles de produits. Le classement est rigoureux, les FDS sont aisément accessibles, informatiquement et en version papier, pour le personnel amené à utiliser les produits. Les prescriptions relatives au stockage et aux modalités d'intervention en cas d'épandage prévues dans ces FDS, bien que très génériques, sont correctement mises en oeuvre sur le site. En particulier, l'exploitant dispose bien de produit neutralisant (DBP 501) et de produits adsorbants (granules ensachés) à proximité du bain acide de DBP 302. L'inspection invite toutefois l'exploitant à solliciter auprès de ses fournisseurs des FDS plus récentes, la majorité d'entre elles étant antérieures à 2020.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Capacités de rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> – dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; – dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; – dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. <p>Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses respectent également ces prescriptions.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les cinq zones de stockage mentionnées ci-avant ont fait l'objet d'un contrôle, détaillé ci-dessous:</p> <p>- Zone 1 (traitement de surface):</p> <p>Le bain de traitement (4800 litres) est constitué d'une double enveloppe avec détection de fuite interstitielle et report d'alarme visuel. En cas de déversement toutefois, le produit est collecté au niveau d'une fosse de relevage maçonnée et étanche, disposant d'une pompe de relevage permettant le transfert dans une cuve extérieure de 10 m3, cette dernière disposant également d'un dispositif de rétention (double paroi) dimensionné et conçu pour contenir la totalité du contenu de la cuve. L'ensemble est également conforme à l'article 9.1.6 de l'arrêté préfectoral du 08/01/2018.</p> <p>Toutefois, le dispositif de protection des eaux météoriques est positionné trop bas sur la cuve et obère la collecte d'une fuite qui aurait lieu sur la partie supérieure de la cuve. Cette collerette est à maintenir mais à repositionner en tête de cuve.</p> <p>La rétention est par ailleurs équipée d'un dispositif de détection en point bas, tel que requis par l'article 9.1.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 janvier 2018. Conformément à ce même article, l'atelier dispose quant à lui d'un sol résiné lui assurant résistance et étanchéité aux produits acides. Cette résine présente plusieurs zones dégradées qu'il convient de réparer.</p> <p>En outre, la zone de dépotage de la cuve extérieure est étanche et reliée au bassin de collecte des eaux incendie, pourvu d'un liner en bon état et lui-aussi étanche, d'un volume de 35 m3, conformément à l'article 8.4.7 de l'arrêté préfectoral du 08/01/2018. Les travaux de réfection mentionnés lors de la dernière inspection de fin 2017 ont été accomplis par l'exploitant par la pose de bordures en béton délimitant la zone de dépotage.</p> <p>- Zone 2 (magasin):</p> <p>Ce local dédié au stockage est muni d'une fosse maçonnée en béton d'un volume de 8 m3 (mesuré lors de l'inspection), très largement suffisant compte tenu de la nature et de la quantité de produits chimiques susceptibles d'être présents dans le local (3 m3 environ de produits inflammables de type solvants et peintures lors de la visite pour un local rempli à 50% au moins, volume donc très inférieur à 16 m3). A noter que les huiles sont stockées sur des bacs de rétention en inox au sein du même local.</p>

- Zone 3 (quai extérieur):

Deux racks pouvant abriter chacun 4 GRV d'1 m³ contenant des déchets (huiles, solvants usagés inflammables) sont chacun équipés d'une rétention intégrée en inox de 2 m³, soit 50% de la capacité stockée, ce qui est conforme.

- Zones 4 et 5:

Les huiles et graisses (classées non dangereux) sont stockées sur des bacs de rétention en inox de capacité de 250 litres, chaque bac accueillant 1 à 2 fûts de 250 litres au maximum. En principe et réglementairement, seul un fût est autorisé (capacité de rétention = capacité totale car < 800 litres) mais le sol de l'atelier presses étant en bon état et étanche et les produits non dangereux, la possibilité de stocker deux fûts peut être admise.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

- Assurer la réfection de la résine au sol de l'atelier de traitement de surface (6 mois);
- Effectuer un nettoyage du fond du bassin de rétention des eaux d'extinction (6 mois);
- modifier la collerette de protection des eaux pluviales de la cuve extérieure en la positionnant en partie supérieure (6 mois).

N° 4 : Entretien de la rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien de la rétention et gestion des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses respectent également ces prescriptions. A défaut, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.
Constats : La fosse maçonnée du magasin de stockage, bien que semblant en bon état, n'était pas aisément accessible lors de l'inspection. Les bacs de rétention en inox dans les différentes zones sont en excellent état, tout comme la fosse de relevage maçonnée de l'atelier de traitement de surface et la cuve extérieure de récupération de 10 m3. Le bassin de rétention des eaux incendie, assurant également la collecte de la zone de dépotage en cas de déversement est en très bon état. Il mérite toutefois d'être vidangé et le cas échéant débarrassé des feuilles mortes qui s'y sont accumulées. L'exploitant dispose d'un registre de suivi des vérifications périodiques réalisées, qui comporte notamment le bon état et l'étanchéité des cuves et dispositifs de rétention. Un contrôle est opéré annuellement, le dernier datant du 08/02/2023, conformément aux dispositions de l'article 9.1.11 de l'arrêté préfectoral du 08/01/2018. Un rapport synthétique de ces contrôles mériterait d'être établi, faisant notamment apparaître les désordres constatés et les réparations entreprises. Enfin, l'aire de dépotage est étanche, en bon état et ne dispose pas de bouche d'eaux pluviales.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : - Etablir systématiquement un rapport synthétique de contrôle des rétentions, de la cuve et du sol de l'atelier de traitement de surface (lors du prochain contrôle et des suivants)

N° 5 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III
Thème(s) : Risques chroniques, Produits incompatibles et réservoirs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage
Constats : Les produits chimiques incompatibles ne sont pas associés au même dispositif de rétention: - seul un produit acide est susceptible d'être collecté à l'atelier de traitement de surface; - les dispositifs de rétention des autres zones ne sont pas susceptibles de recevoir des produits présentant les incompatibilités éventuelles (acides/bases, combustibles/comburants). Le magasin (zone 2) dispose sur sa porte d'entrée d'un affichage des incompatibilités à respecter. Il pourrait utilement préciser l'interdiction d'y stocker des produits toxiques afin d'éviter un potentiel mélange avec les produits inflammables qui y sont stockés (solvants, peintures).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : - Préciser à l'entrée du magasin l'interdiction d'y stocker des produits toxiques.

N° 6 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : L'exploitant a fourni en séance un état des stocks de l'ensemble des produits chimiques stockés. Celui-ci indique la désignation commerciale du produit, ses pictogrammes de danger conformément aux indications des FDS, le type de conditionnement, la quantité en stock et un lien vers la FDS correspondante. L'état des stocks fourni en séance datait de janvier 2023, mais les produits utilisés ne changent pas et sont régulièrement réapprovisionnés, générant peu de variations de l'état des stocks, ce qui est acceptable. Par ailleurs, l'exploitant a remis en séance un plan général des stockages clair qui répond aux dispositions de l'article 9.1.10 de l'arrêté préfectoral du 08/01/2018.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Consignes d'exploitation relatives aux rétentions des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation et de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : <ul style="list-style-type: none">- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ;- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;- dans le cas spécifique de rétention déportée : les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage.
Constats : L'exploitant détient un livret de consignes de sécurité et d'intervention en cas d'accident, y compris l'épandage accidentel de produit chimique. Concernant la zone la plus à risque que représente l'atelier de traitement de surface: <ul style="list-style-type: none">- seule une personne y travaille et connaît parfaitement le process et les consignes de sécurité/intervention;- ces consignes sont affichées sur la porte du local et sont claires;- le local comporte l'ensemble du matériel d'intervention (neutralisant, adsorbant) et de secours (douche de sécurité, rince-oeil) indiqué dans la fiche de données de sécurité du produit DBP 302.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet